

PROTECTION SOCIALE

SÉCURITÉ SOCIALE : ORGANISATION, FINANCEMENT

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DU BUDGET,
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION,
DE LA PÊCHE, DE LA RURALITÉ
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS
ET DE LA COHÉSION SOCIALE

Arrêté du 25 juillet 2011 portant nomination au Comité d'histoire de la sécurité sociale

NOR : ETSS1130653A

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé, la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire et la ministre des solidarités et de la cohésion sociale,

Vu l'arrêté du 9 mars 1973 constitutif d'un Comité d'histoire de la sécurité sociale modifié ;

Vu l'arrêté du 21 mars 2007 portant nomination des membres du Comité d'histoire de la sécurité sociale,

Arrêtent :

Article 1^{er}

Mme RUELLAN (Rolande), président de chambre honoraire à la Cour des comptes, est nommée présidente du Comité d'histoire de la sécurité sociale pour une durée de quatre ans.

Article 2

Sont nommés, en raison de leur compétence, membres dudit comité pour une durée de quatre ans les personnes dont les noms suivent :

M. BARRUET (Jean-Claude), administrateur civil honoraire.

M. BENAMOUZIG (Daniel), sociologue chargé de recherches au CNRS.

M. BONIFAY (Charles), ancien professeur aux universités d'Aix et de Nice, ancien sénateur des Bouches-du-Rhône.

M. BORGETTO (Michel), professeur de droit public, université Panthéon-Assas - Paris-II.

M. CAPUANO (Christophe), maître de conférences en histoire contemporaine, université de Lyon.

Mme CATRICE-LOREY (Antoinette), directrice de recherches au CNRS.

M. CHADELAT (Jean-François), inspecteur général des affaires sociales.

M. CHAUVIERE (Michel), directeur de recherches au CNRS.

M. CULAUD (Henri-Pierre), inspecteur général de l'agriculture honoraire.

M. DEMIER (Francis), professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-X - Nanterre.

M. DREYFUS (Michel), directeur de recherches au Centre d'histoire sociale du xx^e siècle.

M. FAURE (Olivier), professeur d'histoire contemporaine à l'université Lyon-III.

- Mme FONFRIA (Jacqueline), vice-présidente de la Mutualité générale de l'éducation nationale.
- M. FONTENEAU (Robert), administrateur civil honoraire.
- M. FRAGONARD (Bertrand), président de chambre honoraire à la Cour des comptes.
- M. FRIDENSON (Patrick), directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.
- M. GARRIGOU (Alain), professeur de sciences politiques à l'université Paris-X.
- M. GILMANT (Gérard), directeur de l'URSSAF de la Seine-Maritime.
- M. GIRAULT (Jacques), professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris-XIII.
- M. GUESLIN (André), professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-VII.
- M. GUILLAUME (Pierre), professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Michel-de-Montaigne - Bordeaux-III.
- M. HATZFELD (Nicolas), maître de conférences à l'université d'Évry.
- M. KESSLER (Francis), maître de conférences à l'université Paris-I.
- M. LAGRAVE (Michel) conseiller maître honoraire à la Cour des comptes.
- M. LAROQUE (Michel), inspecteur général des affaires sociales.
- M. LEGRAND (Patrice), inspecteur général en service extraordinaire à l'IGAS.
- Mme LE ROUX (Mireille), conseillère d'administration.
- M. LESCURE (Michel), professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-X.
- Mme LHOUMEAU (Hélène), chef de la mission des Archives nationales au ministère du travail, de l'emploi et de la santé.
- M. MAREC (Yannick), professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen.
- M. MARIE (Étienne), inspecteur général des affaires sociales.
- Mme MAURER (Catherine), professeur des universités de Strasbourg.
- M. MILHAUD (Gérard), professeur de médecine, membre de l'Académie nationale de médecine.
- M. MOISE-MIJON (Michel), représentant de la CFTC auprès des organismes de sécurité sociale.
- M. MONNIER (François), directeur d'études à l'École pratique des hautes études.
- Mme MORAND (Danièle), docteur en médecine retraité.
- M. NOURRISSON (Didier), professeur des universités à l'institut universitaire de formation des maîtres de Lyon.
- M. OLSZAK (Norbert), professeur à l'école de droit de la Sorbonne, université Paris-I.
- Mme OMNES (Catherine), professeur d'histoire contemporaine à l'université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines.
- M. PALIER (Bruno), chercheur au CNRS Centre d'études européennes en sciences politiques à Paris.
- Mme PETILLAT (Christine), conservatrice générale à l'inspection des patrimoines.
- M. PRETOT (Xavier), conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation, professeur associé à la faculté de droit, université Panthéon-Assas - Paris-II.
- Mme PRUD'HOMME (Nicole), ancienne présidente de la Caisse nationale des allocations familiales.
- Mme ROLLET (Catherine), professeur émérite de démographie à l'université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines.
- M. ROSENTAL (Paul-André), directeur d'études à l'École des hautes études de sciences sociales.
- Mme SERE (Dominique), attachée principale d'administration centrale.
- M. STECK (Philippe), directeur des relations internationales à la Caisse nationale des allocations familiales.
- M. SYLVESTRE (Gérard), inspecteur général de l'équipement honoraire.
- M. TAURAN (Thierry), maître de conférences à l'université de Metz.
- M. THUILLIER (Guy), conseiller maître honoraire à la Cour des comptes.
- Mme TOUCAS (Patricia), historienne, CNRS.
- M. TOUVEREY (Michel), administrateur civil détaché en qualité de directeur de la Caisse des Français de l'étranger.
- Mme TUFFERY-ANDRIEU (Jean-Marie), professeur agrégé de droit à la faculté de Nancy.
- M. VALAT (Bruno), maître de conférences à l'université de Toulouse.
- M. VANREMORTERE (Florent), ancien directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Tourcoing.
- M. VERNIER (Olivier), professeur d'histoire du droit à l'université de Nice - Sophia-Antipolis.

Article 3

Le directeur de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la santé.

Fait le 25 juillet 2011.

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la santé,*
XAVIER BERTRAND

*La ministre du budget, des comptes publics
et de la réforme de l'État,
porte-parole du Gouvernement,*
VALÉRIE PÉCRESSE

*Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche, de la ruralité
et de l'aménagement du territoire,*
BRUNO LE MAIRE

*La ministre des solidarités
et de la cohésion sociale,*
ROSELYNE BACHELOT-NARQUIN